



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Gendarmerie nationale**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)**

**Maintenance des groupes électrogènes au profit du commandement de la  
Gendarmerie de Guyane (973)**

**AAO n°2025-001 du 28/03/2025**

**APPEL D'OFFRE OUVERT**

Consultation établie en application du Code de la commande publique :  
Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la  
commande publique et de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant  
partie législative du code de la commande publique:

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2018/12/3/2018-1075/jo/texte>

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2018/11/26/2018-1074/jo/texte>

**Commandement de la gendarmerie de Guyane**

Caserne de la Madeleine  
1296 route de la Madeleine  
CS 96005  
97306 Cayenne Cedex  
Téléphone : 05 94 29 28 26  
[www.gendarmerie.interieur.gouv.fr](http://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr)

## TABLE DES MATIÈRES

### PARTIE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

<b>ARTICLE 1 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DESIGNATION DES PARTIES.....</b>	<b>5</b>
1.1 Documents contractuels.....	5
1.2 Désignation des parties.....	5
<b>ARTICLE 2 : OBJET, MONTANT ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC.....</b>	<b>5</b>
2.1 Objet du marché	5
2.2 Montant du marché public.....	5
2.3 Caractéristiques du marché public.....	5
2.4 Modification du public.....	6
2.5 Dérogation au principe d'exclusivité.....	6
<b>ARTICLE 3 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>6</b>
3.1 Respect des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité.....	6
3.2 Défaillance.....	7
3.3 Assurance.....	7
3.4 personnel.....	7
3.5 Protection de l'environnement.....	8
3.6 Sous-traitance.....	8
3.7 modalités de passation des commandes.....	8
<b>ARTICLE 4 : CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>9</b>
4.1 Opérations de vérification - constatation de l'exécution des prestations.....	9
4.2 Personnes chargées des opérations de vérification.....	9
<b>ARTICLE 5 : GARANTIE.....</b>	<b>9</b>
5.1 Garantie technique.....	9
5.2 Retenue de garantie.....	10
<b>ARTICLE 6 : MODALITÉS ET DÉTERMINATION DES PRIX DE RÉGLEMENT.....</b>	<b>10</b>
6.1 Détermination des prix.....	10
6.2 Variation des prix.....	10
6.3 Avances et acomptes.....	10
<b>ARTICLE 7 : RÉGIME DE PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC.....</b>	<b>11</b>
7.1 Règlement.....	11
7.2 Paiement.....	11
7.3 Intérêts moratoires et indemnités forfaitaires pour frais de recouvrement.....	12
7.4 Facturation.....	12
<b>ARTICLE 8 : PÉNALITÉS.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 9 : CESSION ET NANTISSEMENT.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RÉSILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 11 : CONTENTIEUX JUDICIAIRE ET RÉGLEMNT AMIABLE.....</b>	<b>15</b>
11.1 Règlement amiable.....	15
11.2 Tribunaux compétents.....	15
11.3 redressement judiciaire et liquidation.....	15

<b>ARTICLE 12 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....</b>	<b>15</b>
--	-----------

## **PARTIE 2 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

<b>ARTICLE 1 : SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET ACCÈS AU SITE.....</b>	<b>16</b>
1.1 Situation géographique.....	16
1.2 Accès aux sites.....	16
<b>ARTICLE 2 : DÉFINITION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>17</b>
2.1 Maintenance préventive.....	17
2.2 Maintenance curative.....	17
2.3 Assistance.....	18
<b>ARTICLE 3 : MOYENS ET FOURNITURES.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 4 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION.....</b>	<b>18</b>
4.1 Modalités d'intervention.....	18
4.2 Suivi d'exécution.....	19
4.3 Responsable du suivi d'exécution.....	19
<b>ARTICLE 5 : TRANSPORT.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 6 : ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>19</b>

## **ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES ÉQUIPEMENTS**

## **ANNEXE N°2 : ANNEXE FINANCIÈRE**

## **PARTIE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ARTICLE 1 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES**

#### **1.1 Documents contractuels**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs dispositions, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes éventuelles ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.), contenant les clauses administratives et techniques et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS, arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021) sauf dérogations mentionnées au présent CCP.

Seul l'exemplaire original de chaque document, mentionné ci-dessus (sauf le CCAG) et conservé dans les archives de l'administration, fait foi.

#### **1.2 Désignation des parties**

Pour l'exécution du présent marché, le représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A) demeure l'unique correspondant du titulaire et la seule autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans le marché et le CCAG de référence en matière de pénalités, de prolongation de délai d'exécution, de sursis de livraison et d'opérations de vérification.

Le général de division Jean-Christophe SINTIVE,  
Commandant la gendarmerie de GUYANE  
CS 96005  
97306 CAYENNE CEDEX

### **ARTICLE 2 : OBJET, MONTANT, CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC**

#### **2.1 Objet de la consultation**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de maintenance des groupes électrogènes des casernes de gendarmerie de Guyane française.

Les prestations s'inscrivent dans la catégorie des marchés de services.

#### **2.2 Montant du marché public**

Le marché public est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum sur la durée totale du marché (reconduction(s) comprise(s) le cas échéant) s'élevant à : 199 000€, dont le montant total des bons de commande établis exclusivement sur devis est estimé à 80 000€

## **2.3 Caractéristiques du marché public**

### **2.3.1 Forme du marché public**

Le marché public est un accord-cadre à bons de commande – art. L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-6 et R. 2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

La structure du marché est décrite ci-dessous. Le présent marché est décomposé en 3 lots géographiques, dont les lieux sont précisés à l'annexe de la partie 2 des clauses techniques particulières :

Lot n° 01 : Maintenance préventive et curative des groupes électrogènes – secteur littoral

Chaque lot est composé de deux postes

Poste	Nature du poste	Désignation du poste
1	À bons de commande	Maintenance préventive
2	Sur devis*	Maintenance curative

Lot n° 02 : Maintenance préventive et curative des groupes électrogènes – secteur ouest

Chaque lot est composé de deux postes

Poste	Nature du poste	Désignation du poste
1	À bons de commande	Maintenance préventive
2	Sur devis*	Maintenance curative

Lot n° 03 : Maintenance préventive et curative des groupes électrogènes – secteur « du fleuve »

Chaque lot est composé de deux postes.

Poste	Nature du poste	Désignation du poste
1	À bons de commande	Maintenance préventive
2	Sur devis*	Maintenance curative

\*Le montant total des commandes établies sur devis est estimé à 80 000,00€.

### **2.3.2 Durée du marché**

#### **2.3.2.1 Début d'exécution du marché public**

Conformément à l'article R2182-4 du code de la commande publique, le marché public prend effet à la date de réception de la notification. Le début des prestations s'exécutera conformément au planning transmis par le titulaire du marché.

#### **2.3.2.2 Durée initiale du marché public**

Le marché public est passé pour une première période d'un an débutant à la date de notification du marché et se terminant la veille du premier anniversaire de début d'exécution des prestations.

### 2.3.2.3 Reconduction(s)

Le marché public se reconduit annuellement de manière tacite à chaque date d'anniversaire de notification du marché sans que la durée totale d'exécution du marché public ne puisse excéder quatre (4) ans.

Dans le cas de non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire dans un délai de deux mois avant la date de fin de validité du marché public. La non-reconduction du marché public n'ouvre en aucun cas un droit à une quelconque compensation financière.

## **2.4 Modification du marché public**

### **2.4.1 clause de réexamen**

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R.2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci-après ou qui pourraient être inclus dans d'autres dispositions du marché public sont mis en œuvre soit par décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

#### 2.4.1.1 Prestations supplémentaires et modificatives

Pendant l'exécution du marché public, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives ou accepter les modifications prévues à l'article 23 du CCAG/FCS.

#### 2.4.1.2 Suspension des prestations ou prolongation des délais d'exécution liée à des événements extérieurs

Les prestations, objet du marché public, peuvent être suspendues en raison d'événements extérieurs rendant impossible leur poursuite selon les modalités prévues à l'article 24 du CCAG/FCS. Toutefois, dans les conditions prévues par les articles R. 2194-5 du code de la commande publique et de l'article 24 du CCAG/FCS, si la poursuite de l'exécution du marché public est rendue temporairement impossible, la suspension totale ou partielle des prestations peut être prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

D'autre part, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du représentant du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le représentant du pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution suivant les modalités prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

#### 2.4.1.3 Service fait présumé

Ce marché n'est pas éligible à la procédure de service fait présumé.

## **2.5 Dérogation au principe d'exclusivité**

Le titulaire a droit à l'exclusivité des commandes concernant les prestations objets de l'accord-cadre pendant toute la durée d'exécution de ce dernier.

Cependant, l'administration peut recourir à un opérateur économique tiers en cas d'incapacité du titulaire à lui fournir les prestations dans les délais impartis, aux frais et risques du titulaire, comme

stipulé à l'article 3.2 de la partie 1 des clauses administratives particulières et conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

L'administration se réserve la possibilité de recourir à un opérateur économique tiers pour des prestations objets des bons de commande établis exclusivement sur devis et pour des besoins occasionnels de faible montant selon les modalités décrites à l'article 2.2 de la partie 2 des clauses techniques particulières.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut également s'adresser à un prestataire autre que le titulaire dans les situations suivantes :

- rupture de stock ;
- perte de compétence avérée du titulaire dans le domaine technique concerné ;
- incapacité à transmettre un devis dans les délais alloués.

**L'administration se réserve le droit de mettre en concurrence le titulaire du marché si la prestation (hors BPU) semble surestimée ou si l'entreprise est défaillante.**

## **ARTICLE 3 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **3.1 Respect des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité**

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS relatif aux obligations de confidentialité et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché public. Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché public aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à aviser par écrit immédiatement le bénéficiaire de tout acte de vandalisme ou de malveillance caractérisée découvert pendant l'exécution du marché public.

Si, à la suite d'un acte de malveillance caractérisé, le bénéficiaire estime que des mesures de sécurité visant notamment le personnel doivent être prises, le titulaire s'engage à les appliquer sans délai.

Le titulaire s'engage à appliquer sans délai les mesures de sécurité particulières ou renforcées, demandées par le bénéficiaire, et notamment celles relatives à la protection des personnes et des biens devant être prises à la suite de la diffusion par l'autorité militaire de prescriptions particulières ou par la simple appréciation d'une situation locale en la matière.

### **3.2 Défaillance**

En cas de défaillance dans l'exécution du marché public, le représentant du pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements sous quinze (15) jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Passé ce délai et en cas de défaillance réitérée (non respect du délai de 72 heures), il peut être fait application par le représentant du pouvoir adjudicateur des dispositions contenues à l'article 45 du CCAG/FCS, qui prévoit l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.

### **3.3 Assurance**

Le titulaire doit se conformer à l'article 9 du CCAG/FCS relatif aux obligations en matière d'assurances. En complément de cet article, il doit transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur une copie de son attestation d'assurance, en cas de changement ou de renouvellement de contrat.

Le refus de produire cette pièce peut entraîner la résiliation du marché public pour faute du titulaire.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **3.4 Personnel**

#### **3.4.1 Application de la législation du travail au personnel de l'entreprise titulaires**

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG/FCS, le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur relative à la protection de la main-d'oeuvre et aux conditions de travail. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion de travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie, employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, sont conformes à la réglementation en vigueur.

#### **3.4.2 Conditions de travail**

##### **3.4.2.1 Comportement du personnel**

Le personnel du titulaire doit respecter les règles de conduite, les directives et les consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens (accès au site, sécurité incendie, etc.) qui lui ont été communiquées par le site bénéficiaire.

L'administration se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment, le remplacement définitif de toute personne participant à l'exécution des prestations pour non-respect du règlement intérieur ou des consignes écrites, ainsi que pour défaut de probité.

##### **3.4.2.2 Équipement de travail**

Le titulaire fournit à tout le personnel oeuvrant sur le site du bénéficiaires des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle conforme à la législation en vigueur.

##### **3.4.2.3 Continuité de la prestation**

En cas d'arrêt de travail de son personnel ou de toute situation qui affecterait l'exécution de la prestation, le titulaire doit assurer la continuité des prestations définies dans le présent marché public. Dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.



#### 3.4.2.4 Responsabilité du fait des préposés

Le titulaire est responsable de ses personnels et de leurs actes en toutes circonstances et pour quelle que cause que ce soit. Il est responsable, sans que cette liste ne soit limitative, des accidents survenant du fait de son personnel, des dégâts produits lors de l'exécution des prestations et des éventuels vols qui pourraient être commis par ses employés dans l'enceinte du site.

#### 3.4.3 Conditions d'accès du personnel

Le titulaire fournit au bénéficiaire, avant la date de début d'exécution des prestations :

- la liste nominative du personnel affecté à la réalisation des prestations. Cette liste est mise à jour à chaque modification relative au personnel et transmise au bénéficiaire concerné.
- la photocopie recto/verso couleur de la carte d'identité, du passeport ou de la carte de séjour.
- la liste des véhicules utilisés par le titulaire et leur numéro d'immatriculation.

#### **3.5 Protection de l'environnement**

En complément des dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS relatives à la protection de l'environnement, le titulaire peut proposer des actions de protection de l'environnement, le titulaire peut proposer des actions de protection de l'environnement qui ne sont pas des obligations. Dans ce cas, ces actions rentrent dans les critères environnementaux de sélection. Ces actions proposées par le titulaire deviennent contractuelles.

#### **3.6 Sous traitance**

Conformément à l'article 133 du décret 2016-306 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et à l'article 3.6 du CCAG/FCS, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. Dans ce cas, le pli contient le formulaire DC4.

En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial.

Cette formalité s'exécute sur le fondement de la présentation par le titulaire, de sa demande sur un formulaire DC4 (téléchargeable via le lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

En cas de sous-traitance non déclarée, et/ou non approuvée par le représentant du pouvoir adjudicateur, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire (art 38 du CCAG/FCS).

#### **3.7 Modalités de passation des commandes**

##### 3.7.1 Établissement des bons de commande

Les prestations de maintenance préventive et corrective devront être conformes aux stipulations du cahier des charges techniques (Partie 2).

Les bons de commande sont établis sur la base des prix forfaitaires et unitaires, indiqués dans les annexes financières (DPGF et BPU) pour les diverses prestations.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence du marché public ;
- la référence du bon de commande (numéro et date) ;

- le site concerné ;
- la désignation de chaque prestation ;
- le prix forfaitaire (HT) et/ou unitaire (HT);
- la quantité commandée ;
- les frais de déplacement inhérents à la réalisation de la prestation ;
- la date de prestation souhaitée ;
- le montant total Hors taxes (HT) pour chaque prestation ;
- le montant total hors Taxes (HT) de la commande ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) associé au bon de commande (il s'agit du numéro à 10 chiffres commençant par 14).

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courriel.

### 3.7.2 Délai d'exécution

Les délais contractuels sont les délais maximums exigés dans le cahier des charges techniques (Partie 2 du CCP) ou les délais fournis par le titulaire dans le cadre de réponse technique de son offre si ceux-ci sont inférieurs aux exigences de ce dernier.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public. Tout bon de commande, notifié pendant la période de validité du marché public, doit être exécuté jusqu'à son terme.

### 3.7.3 Modification et annulation du bon de commande

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier un bon de commande avant le début d'exécution de la prestation. Dans cette hypothèse, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité, sauf si la modification concerne une part substantielle de la commande et engendre des frais non prévus. Dans ce cas particulier, le titulaire peut prétendre sur justificatifs à une indemnité correspondant aux dépenses qu'il a engagées pour pouvoir satisfaire à ses obligations contractuelles.

A tout moment, le représentant du pouvoir adjudicateur peut être amené à annuler un bon de commande. Dans ce cas, les prestations qui auront été exécutées seront dues au titulaire. Pour les prestations non exécutées, le titulaire peut prétendre à une indemnité correspondant à la perte de la marge bénéficiaire qu'aurait dégagée l'exécution de la totalité des prestations prévues dans le bon de commande, et, le cas échéant et sur justificatifs, aux dépenses qu'il a engagées pour pouvoir satisfaire à ses obligations contractuelles.

En tout état de cause, aucune indemnité versée au titre de la perte de la marge bénéficiaire ne peut être supérieure à cinq (5) % du montant hors taxes du bon de commande concerné.

## ARTICLE 4 : CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

### **4.1 Opérations de vérification – constatation de l'exécution des prestations**

Le contrôle de l'exécution des prestations est réalisée conjointement par le titulaire et le représentant du bénéficiaire.

Elles ont pour but de vérifier que les prestations sont conformes :

- aux dispositions du bon de commande auxquelles elles se rapportent ;
- aux spécifications techniques contenues dans le présent CCP.

#### **4.2 Personnes chargées des opérations de vérification**

- Personnels de la section immobilier logement de la gendarmerie

La présence du titulaire ou d'un de ses représentants est requise lors de l'opération de vérification.

#### **4.3 Frais d'enlèvement des matériels rejetés ou à reprendre**

Les frais de manutention et de transport éventuellement entraînés par le rejet ou la reprise des matériels livrés sont à la charge du titulaire.

### **ARTICLE 5 : GARANTIE**

#### **5.1 Garantie technique**

Aucune garantie technique n'est exigée pour le présent marché public

#### **5.2 Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour le présent marché public.

### **ARTICLE 6 : MODALITÉS ET DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT**

#### **6.1 – Détermination des prix**

Le marché est conclu sur la base d'un prix ferme forfaitaire pour la partie préventive et sur devis pour la partie curative sur la base du bordereau de prix unitaire.

Les prix figurant sur l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Les prix exprimés en euros (€) sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Conformément à l'article 295 du code général des impôts, le département de la Guyane est exonéré de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

#### **6.2 – Révision des prix**

Les prix initiaux, annexés à l'acte d'engagement, sont valables pour la première année du marché public à compter de sa date de notification.

Les prix peuvent être révisés annuellement, sur demande écrite du titulaire, le mois précédant chaque date d'anniversaire de notification du marché public. La demande de révision du titulaire doit parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur deux (2) mois au plus tard avant la date anniversaire de notification.

Aux fins d'instruction de sa demande, le titulaire doit transmettre toutes pièces justificatives permettant de déterminer le bien-fondé de cette dernière.

La révision de prix est réalisée en application de la formule générique suivante :

$$Pr = P0 \times (In/I0)$$

Pr : Prix révisé

P0 : Prix HT en cours d'application (ou prix initial de l'offre)

In : Index de référence au moment du calcul de la révision des prix

I0 : Index de référence connu au moment de la précédente révision des prix ou de l'offre initiale pour la 1ère révision des prix.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision et l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'index désigné ci-après, publié au Bulletin Officiel par l'INSEE :

Index	Définition
ICHT-rev TS IME	Index du coût horaire du travail révisé tous salariés des industries mécaniques et électriques

Selon l'article L.111-1 du code monétaire et financier, les montants en euros ne pouvant s'exprimer qu'avec deux chiffres après la virgule, le prix révisé est calculé à deux décimales à l'arrondi arithmétique.

### **6.3 – Avances et acomptes**

Il n'est pas prévu d'acompte ni d'avance pour ce marché public, par dérogation à l'article 11.2 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE 7 : RÉGIME DE PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC**

### **7.1 Règlement**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique. Le règlement intervient sur demande de paiement émise par le titulaire après constatation du service fait par l'administration. Le règlement est effectué par virement direct au crédit du compte ouvert au nom du titulaire dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

### **7.2 Paiement**

Le délai global de paiement est de trente (30) jours conformément aux articles L-2192-10 et R. 2192-10 à R. 2192-37 du code de la commande publique.

Le point de départ du calcul de ce délai est la date de réception de la demande de paiement ou la date d'admission des prestations exécutées si celle-ci est postérieure à la précédente.

### **7.3 Intérêts moratoires et indemnités forfaitaires pour frais de recouvrement**

En application des articles L. 2192-12 à R. 2194-14 et R. 2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à le demander :

- au versement des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse du règlement de la somme due;

- au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (article D. 2192-35 du code de la commande publique).

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante ou au comptable de l'État, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

#### **7.4 Facturation**

Les factures sont **obligatoirement** transmises par voie dématérialisée.

Conformément à l'article L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après ouverture d'un compte sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées devront comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les éléments suivants :

- Le numéro du marché
- Le numéro SIRET du service bénéficiaire (État)
- Le code du service exécutant (SE) de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- un relevé d'identité bancaire.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des Finances publiques de Guyane (DRFIP).

Conformément à l'article R2191-24 du code de la commande publique, dans le cas des marchés publics passés en lots séparés, le titulaire de plusieurs lots présente des factures distinctes pour chaque lot.

#### **ARTICLE 8 : PÉNALITÉS**

Il incombe au titulaire de signaler à la personne publique, avant l'expiration du délai d'exécution des prestations, les causes qui, n'étant pas de son fait, font obstacle à l'exécution du marché. Dans ce cas, il appartient au titulaire de présenter à la personne publique une demande de prolongation du délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel, éventuellement assorti de délai de prolongation est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités journalières de trente euros (30,00€) HT par groupe électrogène n'ayant pas fait l'objet d'un entretien prévu à l'article 2.1 du CCTP.

Le point de départ de la période d'application des pénalités s'entend au lendemain de la fin de la période semestrielle d'entretien préventive.

## **ARTICLE 9 : CESSION ET NANTISSEMENT**

Le titulaire bénéficiant du paiement direct, peut nantir ou céder les créances résultant du présent marché public conformément aux articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Il est fait application des dispositions des articles L2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et des articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

L'administration se réserve le droit de résilier le marché sans préavis ni indemnités et de suspendre les paiements si le titulaire du marché ne fournit pas strictement l'ensemble des prestations prévues au marché.

Dans le cas où le titulaire du marché ne pourrait exécuter ses engagements sans qu'il puisse invoquer le cas de force majeure, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire (article 38 du CCAG/FCS).

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas répertoriés à l'article 41 du CCAG/FCS et notamment si le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG.

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS s'appliquent dans les cas de résiliation prévus dans le présent article.

## **ARTICLE 11 : CONTENTIEUX JUDICIAIRE ET RÈGLEMENT AMIABLE**

### **11.1– Règlement amiable**

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché public peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation, conformément aux articles L. 2197-1 et L.2197-4 du code de la commande publique, et à l'article L.213-6 du code de justice administrative.

### **11.2 – Tribunaux compétents**

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges.

Tout litige qui résulte de l'exécution ou de l'interprétation du présent marché est de la compétence exclusive de l'instance suivante :

Tribunal administratif de CAYENNE

7, rue Schoelcher

97305 CAYENNE CEDEX

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

### **11.3 – Redressement judiciaire ou liquidation**

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le jugement devra être notifié immédiatement à la personne publique.

Il ne sera pas versé d'indemnités au titulaire du marché dans le cas où les dispositions prises en exécution de ce jugement entraîneraient la résiliation du marché.

## **ARTICLE 12 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS**

L'article 6.3 du présent CCAP déroge à l'article 11.2 du CCAG/FCS

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

## PARTIE 2 : CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

### ARTICLE 1 : SITUATION GÉOGRAPHIQUE ET ACCÈS AUX SITES

#### 1.1 Situation géographique

Les sites géographiques sont les suivants :

<b>LOT 1</b>
CAYENNE *
CACAO
MATOURY
REMIRE-MONTJOLY
IRACOUBO
KOUROU
KOUROU (GOUPI)
MACOURIA
SINNAMARY
<b>LOT 2</b>
RÉGINA BTA/PCR*
SAINT GEORGES
CAMOPI
<b>LOT 3</b>
APATOU
MANA
ST LAURENT DU MARONI SITE GD
ST LAURENT DU MARONI SITE GM (SAINT LOUIS)*
GRAND SANTI *
MARIPASOULA *
PAPAÏCHTON

**NB :**

(\*) : 2 groupes électrogènes pour ce site

Le recensement est d'un groupe électrogène pour les autres sites

**La description des équipements à entretenir figure en annexe 1 au présent cahier.**



## **1.2 Accès aux sites**

L'accès aux sites et aux équipements se fera aux conditions et sous le contrôle des responsables de chaque site.

## **ARTICLE 2 : DÉFINITION DES PRESTATIONS**

Les prestations à réaliser concernent l'ensemble des opérations de **maintenance préventive** (contrôle, entretien, surveillance, réglage) et **curative** (dépannage, réparation, remplacement des pièces détachées...).

Le titulaire s'engage à tenir à jour un carnet d'heures de fonctionnement sur lequel sera consigné :

- le nombre d'heures de fonctionnement du groupe électrogène ;
- les interventions telles que :
  - la vidange huile moteur ;
  - le remplacement des filtres ;
  - le nettoyage des filtres ;
  - l'ajustement des soupapes ;
  - les tests et évaluations de performance ;
- toutes informations qu'il jugera nécessaires (dépannage, intervention diverses, réglages, etc).

## **2.1 Maintenance préventive**

Les visites de maintenance préventive auront lieu 1 fois par an sur les GE situés dans les casernes dit « littoral » et 2 fois par an, espacées de 6 mois entre chaque visite, pour les GE des casernes dites « du fleuve » suivant un calendrier arrêté entre les deux parties.

**Une semaine avant toute intervention, le titulaire prendra contact avec le responsable du suivi d'exécution afin de confirmer la date prévue.**

Lors de chaque visite, l'entreprise titulaire procédera aux opérations décrites ci-après.

- mise en marche du groupe électrogène sous surveillance du spécialiste ;
- contrôle de l'automatisme ;
- contrôle des vitesses, pressions et températures sur les organes en fonctionnement ;
- contrôle de la charge de batterie ;
- vérification et appoint des différents niveaux d'eau, d'huile et de combustible ;
- vérification de l'état de propreté et nettoyage systématique des filtres à air et à combustible ;
- vérification des niveaux d'huile du moteur et de la pompe d'injection du régulateur ;
- vidange du moteur, de la pompe d'injection et de son régulateur ;
- remplacement des filtres à huile ;
- vérification de la tension des courroies ;
- vérification du serrage de la boulonnerie ;
- remplacement des joints ;
- lubrification de la pompe à eau et des roulements de palier ;
- contrôle de l'étanchéité des divers circuits (eau, huile, combustible...) ;
- vérification du niveau et de la densité de l'électrolyte ;
- désulfatage des bornes de batteries ;
- vérification de la charge des batteries et réglage du chargeur ;
- contrôle de l'automatisme et des sécurités de l'armoire électrique ;
- contrôle du basculement de l'inverseur normal/secours ***(si présent sur site et/ou si possible selon l'utilisateur)*** ;
- essai et mise en route du groupe électrogène.

**L'objectif de ces visites est d'éviter toute coupure d'alimentation électrique, surtout sur les postes isolés.**

## **2.2 Maintenance curative**

La maintenance curative a pour objet :

- le dépannage en cas d'arrêt ou de fonctionnement défectueux sur les équipements ;
- la réparation et/ou le remplacement des pièces détachées usées par le fonctionnement normal des appareils.

En cas de dépannage et/ou de réparation, le titulaire fera parvenir à la SIL/BSF/COMGEND un devis détaillé et chiffré dans un délai maximum de 24 heures dans les casernes dit « littoral » et 72 heures des casernes dites « du fleuve » après réception de la demande d'intervention (appel téléphonique confirmé par mail).

Après validation de ce devis par la SIL et lors du changement de pièces, ces dernières devront être réservées pour un éventuel contrôle de la personne publique permettant de confirmer la réalité du service fait. Les pièces détachées devront être neuves, d'origine constructeur et garanties au minimum 24 mois.

En tout état de cause, aucune intervention ne pourra être effectuée sans approbation écrite du devis de la part de la SIL.

Ces interventions seront subordonnées à la validation du devis, suivi de l'émission d'un bon de commande. L'intervention, validée par acceptation du devis, devra être effectuée aux conditions tarifaires auxquelles s'est engagé le titulaire et dans un délai n'excédant pas 24 heures ouvrées dans les casernes dit « littoral » et 72 heures ouvrées des casernes dites « du fleuve ».

Un délai d'intervention de 6 h est demandé pour le site de la caserne de la Madeleine, en cas de panne.

## **2.3 Assistance**

En cas d'immobilisation complète d'un groupe, le titulaire s'engage à mettre à disposition un groupe de même puissance, **pour toute la durée de la réparation dont il aura la charge**.

Ce groupe de secours sera prévu lors de chaque intervention de maintenance curative et contiendra le plein en carburant.

## **ARTICLE 3 : MOYENS ET FOURNITURES**

Le titulaire s'engage à fournir en nombre suffisant les pièces d'usure normale telles que :

- courroies ;
- régulateur de tension (*sauf si suite à un défaut sur circuit utilisation, en aval inverseur ou disjoncteur GE*);
- filtres à huile, à air et à gasoil ;
- câbles, cosses ;
- relais, batteries de démarrage. (Remplacement des batteries tous les 2 ans de fonctionnement – durée de vie d'une batterie en Guyane – soit prévoir 2 remplacements par GE sur la durée du contrat de 4 ans)

Ces pièces seront vérifiées autant que nécessaire afin de permettre un bon fonctionnement et comprises dans le montant forfaitaire.

L'entreprise sera, de façon permanente, en mesure d'intervenir, d'agir et d'effectuer les réparations et remplacements nécessaires sur les installations, toute l'année durant.

Les matériels, fournitures et produits utilisés pour l'exécution des prestations devront être en conformité avec les normes et règlements en vigueur. Les matériels devront être neufs, dans la majeure partie des cas voire en parfait état d'utilisation.

Les fournitures et les produits ne devront pas provoquer des dégradations ou compromettre la sécurité des usagers. La SIL se réserve le droit de vérifier et d'interdire tous matériels ou produits non conformes.

## **ARTICLE 4 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION**

### **4.1 Modalités d'intervention**

Pour tous les travaux de maintenance exécutés, le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur en matière d'Hygiène, de Sécurité et de Conditions de Travail (H.S.C.T.).

L'accès aux installations étant contrôlé, le prestataire s'engage à fournir la liste de ses intervenants et de ses véhicules dans un délai maximal de 15 jours après la notification du marché et il s'engage, en outre, à mettre à jour cette liste en cas de changement de ses intervenants ou de véhicule.

Le titulaire fournira le matériel et les produits nécessaires à la bonne exécution des prestations. Il sera cependant tenu pour responsable dans le cas de consommations anormales ou excessives de gasoil ou d'huile, qui pourraient être observées, sauf s'il peut apporter la preuve que celles-ci sont dues à une cause étrangère à l'exploitation dont il a la charge dans le cadre du présent contrat.

En cas de responsabilité avérée, le titulaire sera tenu de remettre l'installation en parfait état de fonctionnement.

Après les interventions, le prestataire devra remettre les locaux et les équipements dans leur configuration d'origine. Il s'engage à enlever toutes pièces et matériels remplacés ainsi que tous matériaux ou fournitures pouvant nuire à la bonne tenue des locaux.

### **4.2 Suivi d'exécution**

Le titulaire s'engage à mettre en place un suivi d'exécution pour chaque équipement à entretenir. Les modalités de mise à disposition de ces informations sont à la charge du prestataire. En tout état de cause, le niveau minimum exigé par la SIL pour le suivi d'exécution est l'utilisation des deux documents et de leurs informations cités ci-dessous.

#### **4.2.1. Fiche d'intervention**

Après chaque intervention (préventive et curative) et pour chaque appareil, le prestataire devra établir une fiche d'intervention mentionnant au minimum :

- les coordonnées du site ;
- la date et l'heure de l'intervention ;
- la durée de l'intervention ;
- l'identité du (des) technicien-s ;
- la nature des prestations effectuées ;
- l'installation concernée ;
- les anomalies constatées et l'usure des organes ;
- toute autre précision utile.

La fiche d'intervention devra être signée contradictoirement par le titulaire et le responsable du suivi présent sur site. Elle sera conservée par ce dernier en vue d'établir la tenue d'un registre de rapport d'entretien. Une copie sera adressée par le prestataire à la section de l'immobilier et du logement pour le suivi des travaux au niveau administratif.

#### 4.2.2. Compte-rendu des visites

Le prestataire devra fournir au responsable du suivi, un état quantitatif et qualitatif des opérations de maintenance. Pour ce faire, le titulaire joindra en sus de la fiche d'intervention, un compte-rendu exhaustif recensant toutes les opérations de maintenance effectuées au cours de la période concernée avec spécification du coût total de la maintenance curative par appareil.

Ce compte-rendu a pour objectif de permettre à la personne publique d'assurer, d'une part, un suivi et un contrôle des prestations et, d'autre part, de se rendre compte des observations portées par le prestataire afin d'organiser une gestion rigoureuse de son parc. Les informations obligatoirement requises sont :

- un inventaire avec état du matériel ;
- un historique des interventions d'entretien (nature, gravité de la défaillance et réparation effectuée) par équipement en vue de calculer un taux de vétusté ;
- la liste des équipements les plus vétustes et ayant généré d'importantes dépenses durant la période ;
- les suggestions techniques d'amélioration.

#### **4.3. Responsable du suivi d'exécution**

Dès la notification du marché, le titulaire doit présenter au représentant de la SIL, le personnel cadre de son entreprise désigné pour assurer la responsabilité et le suivi des prestations. Il devra répondre à toute convocation du responsable de la SIL pendant toute la durée du marché.

Le responsable du site concerné, s'assure à la fin de chaque intervention et en liaison avec le titulaire ou son représentant, de la bonne exécution du service.

#### **ARTICLE 5 : TRANSPORT**

Les modalités d'accès aux sites sont laissées à l'initiative du titulaire.

#### **ARTICLE 6 : ENVIRONNEMENT**

Lors des prestations d'entretien courant, de maintenance préventive ou curative, une attention particulière sera apportée sur le traitement des déchets.

**ANNEXE N° 1 : DESCRIPTION DES ÉQUIPEMENTS**

LIEUX	FREQUENCE ANNUELLE DE PASSAGES	TYPE	MARQUE MOTEUR	CYLINDRES	MARQUE ALTERNATEUR	PUISSANCE
<b>Casernes dites « littoral »</b>						
CAYENNE – ETAT MAJOR	1	RVI	PERKINS	6	LEROY	85 kVA
CAYENNE - CIC	1	ENERGIE GUYANE	PERKINS	3	STAMFORD	13 kVA
CACAO	1	RVI	PERKINS	3	LEROY	15 kVA
MATOURY	1	DEUTZ	DEUTZ	4	STAMFORD	30 kVA
RÉGINA BTA	1	ENERGIE GUYANE	PERKINS	3	STAMFORD	13 kVA
RÉGINA VILLA KONTIA GM	1	ENERGIE GUYANE	PERKINS	3	MECCALTE	15 kVA
RÉMIRE	1	BEALAS	HATZ	2	LEROY	14 kVA
SAINT-GEORGES	1	SDMO	PERKINS	4	LEROY	40 kVA
IRACOUBO	1	ENERGIE GUYANE	PERKINS	4	STAMFORD	20 kVA
KOUROU	1	WILSON	PERKINS	4	WILSON	44 kVA
KOUROU GOUPI	1	WILSON	PERKINS	6	LEROY	100 kVA
MACOURIA	1	SMT	HATZ	1	MECCALTE	6 kVA
SINNAMARY	1	ENERGIE GUYANE	PERKINS	4	STAMFORD	20 kVA
MANA	1	ENERGIE GUYANE	PERKINS	3	MECCALTE	15 kVA
SAINT-LAURENT SITE GD	1	WILSON	PERKINS	4	LEROY	44V
SAINT LAURENT SITE GM (ST LOUIS)	1	MW POWER	PERKINS	4	STAMFORD	15 kVA
SAINT LAURENT SITE GM (ST LOUIS) – GE NON RACCORDÉ	1	ENERGIE GUYANE	PERKINS	3	STAMFORD	13 kVA
<b>Casernes dites « du fleuve »</b>						
APATOU	2	ELECTRO DIESEL	IVECO	3	LEROY	35 kVA
CAMOPI	2	ENERGIE GUYANE	DEUTZ	3	LEROY	25 kVA
GRAND SANTI BT	2	ENERGIE GUYANE	DEUTZ	3	LEROY	27 kVA
GRAND SANTI GM	2	ENERGIE GUYANE	DEUTZ	3	LEROY	27 kVA
MARIPASOULA BT	2	SDMO	PERKINS	3	LEROY	25 kVA
MARIPASOULA GM	2	SDMO	PERKINS	3	LEROY	25 kVA
PAPAICHTON	2	ENERGIE GUYANE	DEUTZ	3	LEROY	30 kVA

NB : le recensement est d'un (1) appareil par site.

## ANNEXE FINANCIÈRE

***Maintenance préventive des groupes électrogènes de la gendarmerie de Guyane.***

Le marché public est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum sur la durée totale du marché (reconduction-s comprise-s le cas échéant) s'élevant à : 119 000,00 €

LOT	Montant maximum € HT pour la durée totale
1	45 000,00 €
2	32 000,00 €
3	42 000,00 €

***Maintenance curative des groupes électrogènes de la gendarmerie de Guyane.***

Le montant total des bons de commandes établis exclusivement sur devis ne doit dépasser : 80 000,00 €

LOT	Montant maximum € HT pour la durée totale
1	37 000,00 €
2	12 000,00 €
3	31 000,00 €

*Le pouvoir adjudicateur peut sortir de l'exclusivité du contrat initial auprès du titulaire du marché en cas de défaillance du titulaire : si le titulaire ne respecte pas ses obligations contractuelles, telles que le non-respect des délais de livraison, de la qualité des produits ou des services, ou encore le manquement à d'autres clauses essentielles du contrat.*

*Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur peut alors recourir à un autre fournisseur ou prestataire en dehors du contrat initial, souvent après avoir respecté les procédures prévues pour garantir la transparence et la concurrence.*